

*Le budget*

que la taxe sur les produits et services n'est sûrement pas une solution acceptable.

**Des voix:** Bravo!

**M. Young (Gloucester):** Mon collègue devrait demander à ses électeurs s'ils sont en faveur de cette solution et non s'ils en ont une autre à proposer. Cette solution ne convient pas du tout aux Canadiens.

Il est devenu parfaitement clair que le gouvernement conservateur se moque des régions. Regardez la crise qui sévit dans la région de l'Atlantique. Le premier ministre a promis de l'aide. Il a dit à la Chambre: «Oui, nous serons généreux. Nous proposerons un train de mesures généreuses.» Or, le budget ne prévoit rien pour venir en aide au secteur des pêches sur la côte est. Les habitants de cette région ont appris hier qu'il leur faudra s'en sortir tout seuls.

Le gouvernement actuel a décidé de ne plus participer au développement régional. C'est ce qui est sous-entendu dans le budget d'hier. Le gouvernement n'a pas le courage de le dire. Il dit une chose, mais en fait une autre. L'APECA, la diversification de l'économie de l'Ouest, la FEDNOR et les programmes de développement régional n'aideront plus les régions au moyen de subventions. Finies les subventions. Il leur faudra dorénavant emprunter des fonds qu'elles devront rembourser. C'est parfait.

Si vous voulez vous retirer des programmes de développement régional parce que les Américains vous demandent de le faire, dites-le. Il n'y a rien de mal à cela, si vos convictions vont dans ce sens. Ce qui est répréhensible, c'est de dire une chose et d'en faire une autre.

Il est bien connu que, au cours des négociations sur l'Accord de libre-échange, les subventions au titre des programmes de développement régional ont été contestées. Encore une fois, le gouvernement canadien sacrifie les intérêts des régions et l'avenir de ses administrés sur l'autel de la libéralisation des échanges.

Simon avait dit de ne pas s'inquiéter, que ces subventions n'étaient pas négociables; de ne pas se soucier de l'assurance-chômage, qu'on s'en était déjà occupé; de ne pas se préoccuper du développement régional, ni des subventions de toutes sortes. Simon avait raison. Les Américains n'ont pas eu à s'inquiéter de tout cela, car le

gouvernement conservateur s'est lui-même chargé de supprimer les subventions. C'est absolument scandaleux!

Venons-en maintenant à la décision qu'a développée aujourd'hui le ministre d'État chargé de la Privatisation et des affaires réglementaires, soit la décision que le gouvernement a prise à la dernière minute de privatiser la société Petro-Canada. Elle illustre encore davantage l'effritement complet de la volonté du gouvernement actuel de se conduire comme un gouvernement souverain au Canada. Un autre levier de contrôle de notre destinée économique vient de tomber.

Un nombre croissant d'entreprises canadiennes de toutes sortes sont cédées à des étrangers. On pourrait citer la proposition de la Banque American Express et rappeler ce qui est arrivé aux sociétés Esso et Texaco. Les exemples sont tellement nombreux. Mais il est question ici de la propriété d'un secteur industriel clé pour le Canada, un secteur qui est essentiel à la survie de tout pays disposant de ressources de ce genre.

Le gouvernement a eu une chance de s'imposer et de réaffirmer au moins un semblant d'engagement envers le Canada. Il ne l'a pas saisie. Il a décidé impulsivement à la dernière minute de vendre la société Petro-Canada.

Comme le prouvent les observations qu'a présentées aujourd'hui le ministre chargé de la Privatisation, les contribuables canadiens ne retireront pas un sou d'une telle transaction. Plus important encore—et les Canadiens doivent le comprendre—pas un sou du produit de la vente de l'une de nos possessions les plus précieuses ne servira à réduire le déficit. C'est parce que nous la donnerons, comme nous avons donné de Havilland à une société à qui nous avons versé beaucoup plus d'argent qu'elle ne s'attendait à en recevoir quand elle l'a achetée.

Après cinq ans et demi de gouvernement conservateur et six budgets présentés par ce ministre, notre régime fiscal est plus injuste que jamais et des services essentiels sur lesquels les Canadiens ordinaires comptaient depuis des années sont supprimés.

Les Canadiens, y compris les personnes âgées, doivent payer des taxes sur l'intérêt qu'elles gagnent avec leurs épargnes, même si ces montants d'intérêt sont inférieurs à 1000 dollars par année. Les prestations d'assurance-chômage sont réduites et menacées, les primes augmentent et le gouvernement du Canada se retire du programme d'assurance-chômage, sauf pour ce qui est de nous dire quoi faire. Il contrôle le programme, mais il ne participe plus à son financement.